

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Inspection conduites d'eau/d'égout	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0113-130151/A	Date 2014-06-18
Client Reference No. - N° de référence du client W0113-130151	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$TOR-009-6618
File No. - N° de dossier TOR-4-37019 (009)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-07-29	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Boulet, Kieta	Buyer Id - Id de l'acheteur tor009
Telephone No. - N° de téléphone (905)615-2078 ()	FAX No. - N° de FAX (905)615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE CFB Borden 16 Ramillies Rd - Bldg. P-154 Borden Ontario L0M1C0 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0113-130151/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-4-37019

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor009

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0113-130151

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TABLE DES MATIÈRES

TITRE : Nettoyage et inspection des conduites d'eau et d'égout

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
5. Lois applicables
6. Visite obligatoire des lieux

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - EXIGENCES D'ASSURANCES

1. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Utilisateurs désignés
8. Procédures pour les commandes subséquentes
9. Instrument de commande
10. Limite des commandes subséquentes
11. Limitation financière
12. Ordre de priorité des documents
13. Attestations
14. Lois applicables
15. Clauses du *Guide des CCUA*

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0113-130151/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0113-130151

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-4-37019

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor009
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
5. Paiement
6. Instructions pour la facturation
7. Exigences en matière d'assurance
8. Clauses du *Guide des CCUA*

Liste des annexes :

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Exigences en matière d'assurance
- Annexe D - Formulaire de rapport d'utilisation périodique
- Annexe E - Calcul du prix aux fins d'évaluation

TITRE : Nettoyage et inspection des conduites d'eau et d'égout

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, le Formulaire de rapport d'utilisation périodique, les Exigences en matière d'assurance et le Calcul du prix aux fins d'évaluation.

2. Sommaire

Le ministère de la Défense nationale, Base des Forces canadiennes, à Borden, en Ontario, souhaite se prévaloir de services, sur demande, d'inspection et de nettoyage de conduites d'eau et d'égout. L'entrepreneur devra fournir la main-d'œuvre autorisée qualifiée, les outils, l'équipement, la supervision et les matériaux, et installer ceux-ci, en vue du nettoyage des conduites d'égout pluvial et d'égout sanitaires, en plus d'effectuer l'inspection par caméra de télévision en circuit fermé, comme il est prévu à l'annexe A, intitulée, « Énoncé des travaux ».

L'offre à commandes couvrira une période d'une année à compter de la date d'attribution de l'offre à commandes et sera assortie d'une option de prolongation pouvant aller jusqu'à quatre (4) périodes d'une année.

Les commandes subséquentes, y compris toutes les modifications et la taxe de vente harmonisée, ne doivent pas dépasser 35 000,00 \$.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0113-130151/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0113-130151

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-4-37019

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor009
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Les dépenses prévues durant la période de l'offre à commandes initiale s'élèvent à environ 170 000 00, excluant la taxe. Les dépenses prévues pour chaque période de prolongation sont environ les mêmes.

Une visite obligatoire des lieux est prévue. Les soumissionnaires qui ne participent pas ou qui ne sont pas représentés à la visite obligatoire des lieux n'auront pas d'autre occasion de visiter les lieux et leur offre sera rejetée pour cause de non-conformité. La visite obligatoire des lieux sera à 10:00 heures, le 3 juillet 2014 au 16 Ramillies Rd – P-154 – Pièce 235, Borden, ON L0M 1C0.

Les offrants doivent fournir une liste complète des noms ou d'autres renseignements, selon les besoins, conformément à l'article 1 des Instructions uniformisées 2006.

Le présent besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrans qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

[2006](#) (2014-03-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours
Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrans doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur les Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

5. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

6. Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu le 3 juillet 2014 à 10:00 heures au 16 Ramillies Rd – P-154 – Pièce 235, Borden, ON L0M 1C0. Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard 1 jour avant la visite prévue pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer une formule de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'envoieront pas de représentant, et leur soumission sera jugée irrecevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)

Section II : offre financière (1 copie papier)

Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0113-130151/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0113-130151

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-4-37019

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor009
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Toute offre qui ne respecte pas l'une ou l'autre des exigences obligatoires suivantes sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.

Numéro d'article	Critères techniques obligatoires	Page dans la proposition où les renseignements se trouvent
1	L'offrant doit avoir participé à la visite obligatoire du site.	
2	<p>L'offrant doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience en nettoyage et en inspection d'égouts et de canalisations de transport d'eau.</p> <ul style="list-style-type: none">L'offrant doit prouver son expérience en fournissant des détails liés à l'histoire et aux antécédents de la compagnie, ainsi que sa soumission au moment de la fermeture de la période de présentation des soumissions.	
3	<p>L'offrant doit fournir des détails concernant deux (2) contrats semblables en termes de *portée et de taille qui se rapportent aux systèmes de nettoyage et d'inspection, ainsi que sa soumission au moment de la fermeture de la période de présentation des soumissions.</p> <ul style="list-style-type: none">L'offrant doit fournir le nom, le numéro de téléphone et l'adresse courriel des références. Le Canada se réserve le droit de communiquer avec les références pour valider les renseignements fournis. <p>*Aux fins de l'évaluation, la taille et la portée du projet signifient « les types de services fournis et le volume de travail. »</p>	

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Critères d'évaluation financière

1. Le prix utilisé dans l'évaluation sera le prix global des dépenses estimatives totales pour la période ferme et les périodes de prolongation calculé conformément à l'annexe E, Calcul du prix à utiliser pour l'évaluation.
2. Clauses du *Guide des CCUA* A0220T (2013-04-25) Évaluation du prix

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées [2006](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

1. Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1** L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

2. Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

[2005](#) (2014-03-01), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les trente (30) jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du (date de l'attribution de l'offre à commandes) à (une année à compter de la date de l'attribution de l'offre à commandes).

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour quatre (4) périodes supplémentaires d'un an à compter de (une année à compter de la date d'attribution de l'offre à commandes) jusqu'à (deux années à compter de l'attribution de l'offre à commandes), à compter de (deux années à compter de l'attribution de l'offre à commandes) jusqu'à (trois années à compter de l'attribution de l'offre à commandes), à compter de (trois années à compter de l'attribution de l'offre à commandes) jusqu'à (quatre années à compter de l'attribution de l'offre à commandes), à compter de (quatre années à compter de l'attribution de l'offre à commandes) jusqu'à (cinq années à compter de l'attribution de l'offre à commandes), aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Kieta Boulet
Titre : Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Région de l'Ontario - Approvisionnements
33, promenade City Centre, pièce 480
Mississauga (Ontario) L5B 2N5

Téléphone : 905-615-2078
Télécopieur 905-615-2060
Courriel : kieta.boulet@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0113-130151/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0113-130151

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-4-37019

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor009
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet (à fournir lors de l'attribution de l'offre à commandes)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant (À compléter par l'offrant)

Nom : _____
Titre : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (s'il y a lieu)

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : le ministère de la Défense nationale, Génie construction, Base des Forces canadiennes, à Borden, en Ontario.

8. Procédures pour les commandes

À la demande de l'utilisateur désigné, l'offrant doit fournir à celui-ci une estimation du coût pour l'exécution des travaux fondée sur l'énoncé des travaux fourni par l'utilisateur désigné. L'offrant doit fournir une estimation dans les vingt-quatre heures. L'offrant n'a pas le droit de refuser de fournir une estimation à l'utilisateur désigné.

L'utilisateur demandera à ce que des travaux soient exécutés en attribuant une commande subséquente signée à l'offrant. L'offrant n'a pas le droit de refuser les travaux demandés et autorisés par l'utilisateur désigné.

9. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire *PWGSC-TPSGC 942*, Commande subséquente à une offre à commandes.

10. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 35,000.00\$ (taxes applicables incluses).

11. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____\$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou quatre (4) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

12. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005](#) (2014-03-01), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2014-03-01), Conditions générales – Services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance;
- h) l'Annexe « D », Formulaire de rapport d'utilisation périodique;
- i) l'offre de l'offrant en date du _____.

13. Attestations

13.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

14. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

15. Clauses du *Guide des CCUA*

M3800C (2006-08-15) Estimation de coût

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010C (2014-03-01), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2014-03-01) Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (if applicable)

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

5. Paiement

5.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (*le montant sera inséré au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

5.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

5.3 Paiements multiples

Clauses du *Guide des CCUA* H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

5.4 T1204 - Information à transmettre par l'entrepreneur

1. Conformément à l'alinéa 221 (1)(d) de la [Loi de l'impôt sur le revenu](#), L.R. 1985, ch. 1, (5e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide du feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).
2. Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur doit fournir l'information suivante, dans les 30 jours civils après l'attribution du contrat :
 - a. le nom légal de l'entrepreneur, c.-à-d. le nom associé au numéro d'entreprise ou au numéro d'assurance sociale (NAS), ainsi que l'adresse et le code postal;
 - b. le statut de l'entrepreneur, c.-à-d. particulier, entreprise à propriétaire unique, société commerciale ou société de personnes;
 - c. le numéro d'entreprise de l'entrepreneur, s'il s'agit d'une société commerciale ou d'une société de personnes ou le NAS, s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise à propriétaire unique. Si l'entrepreneur est une société de personnes qui n'a pas de numéro d'entreprise, l'associé ayant signé le contrat doit fournir son NAS;
 - d. si l'entité est une coentreprise, le numéro d'entreprise de tous les entrepreneurs faisant partie de celle-ci, ou leur NAS s'ils n'ont pas de numéro d'entreprise.
3. L'information devrait être expédiée à la personne et à l'adresse indiquées ci-dessous. Lorsque l'information requise comprend un NAS, celle-ci doit être expédiée dans une enveloppe portant l'inscription « protégée ».

Nom de la personne : Craig Anderson

Adresse : 16 Ramillies Rd, P-154, Borden ON L0M 1C0

5.5 Paiement par carte de crédit (if applicable)

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

6. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs.

Les factures doivent être distribuées comme suit:

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement :

Nom et adresse, comme il est précisé dans la commande subséquente signée.

- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat

7. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C . L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

8. Clauses du Guide des CCUA

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

Annexe « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1. Contexte

Le ministère de la Défense nationale (MDN), unité du génie construction de la base, est responsable du nettoyage et de l'inspection de toutes les canalisations de transport d'eau et de toutes les canalisations d'égout dans, sous et autour des bâtiments de la BFC Borden. Dans le cadre de la prise de cette responsabilité, on a besoin d'un programme de nettoyage et d'inspection des canalisations de transport d'eau et des canalisations d'égout pour appuyer toutes les unités situées à la BFC Borden, Ontario.

2. Objectif

L'entrepreneur doit établir un programme exhaustif de nettoyage et d'inspection des canalisations de transport d'eau et des canalisations d'égout, répondant aux commandes subséquentes comme et lorsque demandé, respectant rigoureusement les règles, les codes et les normes énumérés dans les références. Le but du nettoyage des canalisations de transport d'eau et des canalisations d'égout est de redonner aux canalisations au moins 95 % de leur capacité de transport de départ en enlevant la boue, la saleté, le sable, les roches, la graisse et les autres matières solides ou semi-solides étrangères des canalisations.

3. Portée

- 3.1 Tous les travaux doivent être acceptés par le responsable du projet (RP), et le représentant de l'unité doit être identifié par le RP à la fin.
- 3.2 Tout écart par rapport aux directives ou aux références doit être approuvé avant le début par le RP.
- 3.3 L'entrepreneur doit aviser le RP de toute réparation à la structure ou au sol nécessaire.
- 3.4 Le nettoyage des canalisations de transport d'eau et des canalisations d'égout, ainsi que leur inspection par télévision doivent être effectués à l'aide d'équipement de nettoyage à propulsion hydraulique ou mécanique, contrôlé à distance ou directement, actionné manuellement ou électroniquement.
- 3.5 L'entrepreneur doit aviser le RP un jour avant le début de n'importe quelle opération de nettoyage non urgente.
- 3.6 L'entrepreneur doit immédiatement aviser le RP lors de la découverte de matériaux dans les canalisations pendant le nettoyage.
- 3.7 Lors de la découverte de matériaux (point 3.6), le RP indiquera à l'entrepreneur de :
 - Compléter ou de tenter de compléter le nettoyage;
 - Suspendre le nettoyage et d'inspecter les canalisations; ou
 - Nettoyer et d'inspecter simultanément les canalisations.

4. Références

Tous les travaux doivent être effectués conformément aux plus récentes éditions des références suivantes :

- Toutes les directives et les lignes directrices du ministère de l'Environnement.
- Code national du bâtiment.
- Ordres de sécurité de la BFC Borden
- La totalité des autres normes et codes de l'industrie et ordres de la BFC Borden applicables.

5. Certifications

Tous les entrepreneurs doivent aussi prouver qu'ils sont assurés contre les accidents, les déversements, les erreurs d'application, les dommages aux ressources, etc.

6. Tâches

- 6.1 L'entrepreneur doit fournir la supervision, la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires pour rincer et vider l'égout sanitaire, les collecteurs d'eaux pluviales et les canalisations de transport d'eau.
- 6.2 L'entrepreneur doit fournir un téléviseur pour présenter des images en couleurs sur DVD d'égouts sanitaires, de collecteurs d'eaux pluviales et de canalisations de transport d'eau.
- 6.3 L'entrepreneur doit fournir un alésoir pour déboucher les canalisations bouchées.
- 6.4 L'entrepreneur doit fournir une machine à godet pour dégager le sable et les racines.

7. Temps d'intervention pour le service régulier et le service d'urgence

- 7.1 L'entrepreneur doit fournir un service 24 heures sur 24. Il ne doit refuser aucun appel de service.
- 7.2 En cas d'urgence, l'entrepreneur doit, sur autorisation verbale du RP, effectuer les travaux dans un délai de quatre (4) heures. Un formulaire *PWGSC-TPSGC 942*, Commande subséquente à une offre à commandes, signé sera émis dès que possible pour le RP.
- 7.3 Pour le service régulier, l'entrepreneur doit débiter les travaux dans un délai de douze (12) heures après avoir été contacté par le RP, ainsi que dans un délai d'une journée après l'acceptation de l'estimation. Une fois que les travaux ont débuté, ils doivent être complétés rapidement.
- 7.4 Tous les travaux doivent être réalisés aux divers bâtiments où les unités se trouvent à l'intérieur de la BFC Borden.

8. Équipement

8.1 Camion de rinçage/vidange à :

- Caisse à débris d'au moins 15 verges cubes;
- Réservoir à eau de 1 200 gallons;
- Unité de rinçage haute pression de 2 000 lb/po² pour rincer des égouts sanitaires, des collecteurs d'eaux pluviales et des canalisations de transport d'eau de différentes tailles; et
- Débit de 25 000 pi³/min pour l'aspirateur d'air, dévidoir de rinçage pour rincer des canalisations pouvant atteindre une longueur de 600 pi.

8.2 Le téléviseur doit pouvoir :

- Présenter des images en couleurs sur DVD;
- Être utilisé pour inspecter des canalisations de 6 po à 24 po de diamètre et pouvant atteindre une longueur de 600 pi; et
- Communiquer le même jour l'état des canalisations et les observations faites de ces canalisations.

8.3 L'alésoir doit pouvoir :

- Travailler dans des canalisations de 8 po à 15 po de diamètre;
- Mécanisme de coupe toujours centré; et
- La source d'alimentation doit être de l'eau ou de l'air.

8.4 La machine à godet doit pouvoir travailler dans des canalisations pouvant atteindre 24 po de diamètre pour enlever les racines et le sable.

9. Produits livrables

9.1 Toutes les opérations de nettoyage et toutes les opérations d'inspection doivent être faites de façon professionnelle conformément aux spécifications, aux dessins, aux directives et aux références énumérées.

9.2 Tous les résultats d'inspection doivent être fournis au RP et doivent respecter ou dépasser les exigences et les normes données dans les références.

9.3 L'entrepreneur doit s'occuper de tous les rapports de travail devant être remis au RP et de la totalité des certifications et des permis nécessaires à l'exécution des travaux.

9.4 L'entrepreneur doit, en tout temps, effectuer les travaux d'une façon qui produira le moins d'interférences pour la circulation et cohérente avec l'exécution des travaux.

9.5 La circulation dans la zone de construction doit être contrôlée par la fourniture, l'érection et la maintenance de panneaux, de délinéateurs, de barricades, de lanternes, de feux clignotants et de signaleurs comme requis pour la protection et l'avertissement adéquats du public, aux frais de l'entrepreneur.

9.6 Lorsque l'arrêt de la circulation est nécessaire pour compléter les travaux, l'entrepreneur, en conjonction avec le RP, doit établir, fournir et identifier des détours comme requis pour permettre à la circulation de se faire de façon sécuritaire.

10. Progression

- 10.1 Une cote détaillée fournie par l'entrepreneur et le RP pour n'importe quelle réparation pré-identifiée comme étant majeure doit être présentée au RP pour approbation avant que toute réparation ne débute.

11. Autorisation des travaux

- 11.1 L'offrant, sur réception de l'offre à commandes, sera avisé par le RP du nom des personnes autorisées à faire une demande de service. Les travaux entrepris à la demande d'autres personnes, que le RP n'a pas identifié, sont entièrement aux risques de l'offrant et leur coût ne sera pas défrayé.
- 11.2 Le RP se réserve le droit de rejeter n'importe quelle estimation déraisonnable.
- 11.3 Après qu'une estimation a été acceptée, le MDN fait une demande de service en envoyant un formulaire *PWGSC-TPSGC 942*, Commande subséquente à une offre à commandes signé – Commande subséquente à une offre à commandes. Ce formulaire doit être signé par un employé autorisé du MDN.
- 11.4 L'entrepreneur aura l'autorisation d'utiliser le dépotoir de la BFC Borden pour décharger des débris et des déchets de n'importe quel site de travail autorisé par le formulaire *PWGSC-TPSGC 942*, Commande subséquente à une offre à commandes signé lors de la réception d'un permis de déchargement de la part du RP.

Annexe « B »

BASE DE PAIEMENT

Remarque à l'intention des soumissionnaires : L'offrant doit fournir un prix ferme pour tous les articles. Le format de la grille de prix ne doit pas être modifié, sauf pour l'ajout de chiffres dans les espaces vides. Les prix ne doivent pas être indexés, ni au taux de change d'une devise, ni à un indice commercial.

Tous les prix sont des prix fermes nets en monnaie canadienne incluant les droits de douane canadiens, la taxe d'accise et doivent être FAB selon la destination indiquée, incluant tous les frais de livraison. La TPS et la TVH ne doivent pas être incluses dans le prix et devraient être présentées comme un article à part sur les factures.

Le prix d'appel de service est un prix global pour chaque personne qui répond à une demande de service qui inclut, sans s'y limiter : tous les frais de déplacement, les profits, les frais indirects, la main-d'œuvre directe, les outils et l'équipement requis pour exécuter la première heure de la main-d'œuvre productive sur place pour le représentant d'un service. Le prix d'appel de service n'est pas applicable si le représentant du service est déjà sur place quand l'entrepreneur reçoit la commande.

Le prix pour la main-d'œuvre est un prix global pour chaque personne qui répond à une demande de service et inclut, sans s'y limiter : le profit, les frais indirects, la main-d'œuvre directe, les outils et l'équipement requis pour exécuter le travail requis après la première heure de la main-d'œuvre productive sur les lieux pour chaque représentant d'un service.

Les heures normales de travail sont de 7 h 30 à 16 h 30 du lundi au vendredi, exception faite des jours fériés.

Les pièces et le matériel qui ne sont pas distribués gratuitement sont fournis par l'entrepreneur au prix de revient plus une majoration. La majoration doit inclure tous les frais de facture, les frais indirects, les coûts liés au transport, les frais de recouvrement, les frais de douane, les frais de gestion et les frais de courtage. La TPS et la TVH sont en sus.

PÉRIODE FERME (Dates à insérer lors de l'attribution de l'offre à commandes)

1. **Appels de service** (y compris les appels d'urgence) Lorsqu'ils sont autorisés par le RP ou par le représentant, les appels de services comprendront une (1) heure de main-d'œuvre sur place, les frais de déplacement et les coûts indirects. Si la commande subséquente s'étend sur plus d'une (1) journée, aucuns frais supplémentaires relatifs à la commande subséquente ne s'appliqueront.

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel

2. **Main-d'œuvre** – Main d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
C	Dimanche et jours fériés	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h

3. **MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT**

Le matériel et les pièces de remplacement fournies par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ %.

Coût d'achat rendu – majoration

Le « coût d'achat rendu » est défini comme étant les « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe de vente harmonisée (TVG). La « majoration » comprend les dépenses applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.

Les heures normales de travail sont de 7 h 30 à 16 h 30 (du lundi au vendredi inclusivement, exception faite des jours fériés)

LES FRAIS D'APPEL DE SERVICE NE SERONT PAS FACTURÉS SI L'ENTREPRENEUR EST DÉJÀ SUR PLACE POUR EFFECTUER D'AUTRES TRAVAUX.

PÉRIODE DE PROLONGATION 1 (Dates à insérer lors de l'attribution de l'offre à commandes)

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

Lorsqu'ils sont autorisés par le RP ou par le représentant, les appels de services comprendront une (1) heure de main-d'œuvre sur place, les frais de déplacement et les coûts indirects. Si la commande subséquente s'étend sur plus d'une (1) journée, aucuns frais supplémentaires relatifs à la commande subséquente ne s'appliqueront.

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel

2. Main-d'œuvre – Main d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
C	Dimanche et jours fériés	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h

3. MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT

Le matériel et les pièces de remplacement fournis par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ %.

Coût d'achat rendu – majoration

Le « coût d'achat rendu » est défini comme étant les « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe de vente harmonisée (TVG). La « majoration » comprend les dépenses applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.

Les heures normales de travail sont de 7 h 30 à 16 h 30 (du lundi au vendredi inclusivement, exception faite des jours fériés)

LES FRAIS D'APPEL DE SERVICE NE SERONT PAS FACTURÉS SI L'ENTREPRENEUR EST DÉJÀ SUR PLACE POUR EFFECTUER D'AUTRES TRAVAUX.

PÉRIODE DE PROLONGATION 2 (Dates à insérer lors de l'attribution de l'offre à commandes)

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

Lorsqu'ils sont autorisés par le RP ou par le représentant, les appels de services comprendront une (1) heure de main-d'œuvre sur place, les frais de déplacement et les coûts indirects. Si la commande subséquente s'étend sur plus d'une (1) journée, aucuns frais supplémentaires relatifs à la commande subséquente ne s'appliqueront.

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel

2. Main-d'œuvre – Main d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
C	Dimanche et jours fériés	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h

3. MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT

Le matériel et les pièces de remplacement fournis par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ %.

Coût d'achat rendu – majoration

Le « coût d'achat rendu » est défini comme étant les « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe de vente harmonisée (TVG). La « majoration » comprend les dépenses applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.

Les heures normales de travail sont de 7 h 30 à 16 h 30 (du lundi au vendredi inclusivement, exception faite des jours fériés)

LES FRAIS D'APPEL DE SERVICE NE SERONT PAS FACTURÉS SI L'ENTREPRENEUR EST DÉJÀ SUR PLACE POUR EFFECTUER D'AUTRES TRAVAUX.

PÉRIODE DE PROLONGATION 3 (Dates à insérer lors de l'attribution de l'offre à commandes)

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

Lorsqu'ils sont autorisés par le RP ou par le représentant, les appels de services comprendront une (1) heure de main-d'œuvre sur place, les frais de déplacement et les coûts indirects. Si la commande subséquente s'étend sur plus d'une (1) journée, aucuns frais supplémentaires relatifs à la commande subséquente ne s'appliqueront.

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel

2. Main-d'œuvre – Main d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
C	Dimanche et jours fériés	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h

3. MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT

Le matériel et les pièces de remplacement fournis par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ %.

Coût d'achat rendu – majoration

Le « coût d'achat rendu » est défini comme étant les « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe de vente harmonisée (TVG). La « majoration » comprend les dépenses applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.

Les heures normales de travail sont de 7 h 30 à 16 h 30 (du lundi au vendredi inclusivement, exception faite des jours fériés)

LES FRAIS D'APPEL DE SERVICE NE SERONT PAS FACTURÉS SI L'ENTREPRENEUR EST DÉJÀ SUR PLACE POUR EFFECTUER D'AUTRES TRAVAUX.

PÉRIODE DE PROLONGATION 4 (Dates à insérer lors de l'attribution de l'offre à commandes)

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

Lorsqu'ils sont autorisés par le RP ou par le représentant, les appels de services comprendront une (1) heure de main-d'œuvre sur place, les frais de déplacement et les coûts indirects. Si la commande subséquente s'étend sur plus d'une (1) journée, aucuns frais supplémentaires relatifs à la commande subséquente ne s'appliqueront.

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel	\$/appel

2. Main-d'œuvre – Main d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	ALÉSAGE	INSPECTION PAR CAMÉRA	PELLE MOTORISÉE	AUTRES SERVICES DE VIDANGES	PERFORATION À PROJECTION DE BROUILLARD
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h
C	Dimanche et jours fériés	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h	\$/h

3. MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT

Le matériel et les pièces de remplacement fournis par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ %.

Coût d'achat rendu – majoration

Le « coût d'achat rendu » est défini comme étant les « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe de vente harmonisée (TVG). La « majoration » comprend les dépenses applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.

Les heures normales de travail sont de 7 h 30 à 16 h 30 (du lundi au vendredi inclusivement, exception faite des jours fériés)

LES FRAIS D'APPEL DE SERVICE NE SERONT PAS FACTURÉS SI L'ENTREPRENEUR EST DÉJÀ SUR PLACE POUR EFFECTUER D'AUTRES TRAVAUX.

ANNEXE « C » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance Responsabilité des entrepreneurs en matière de pollution doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
 - c. Garantie non-assurance des tiers;
 - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0113-130151/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0113-130151

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-4-37019

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor009
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D

Formulaire de rapport d'utilisation périodique

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offres à commandes :

Retourner à :

Nom	Télécopieur	Courriel
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	905-615-2060	kieta.boulet@pwgsc-tpsgc.gc.ca

À :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements, région de l'Ontario
33 City Centre Dr., bureau 480-C
Mississauga (Ontario) L5B 2N5

RAPPORT SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉS

FOURNISSEUR : _____

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : _____

Description des travaux	Numéro de la commande subséquente	Facture globale

Ou **RAPPORT NÉANT** : Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral durant cette période

PRÉPARÉ PAR :

NOM : _____

SIGNATURE : _____

NUMÉRO DE TÉLÉPHONE : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
W01 13-130151/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W01 13-130151

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-4-37019

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor009
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE E

CALCUL DU PRIX À UTILISER POUR L'ÉVALUATION

Les utilisations indiquées entre parenthèses () ci-après sont des estimations à des fins d'évaluation seulement. Les prix unitaires fermes proposés à l'annexe B, Base de paiement, serviront à calculer le prix global à utiliser pour l'évaluation. On obtiendra le prix global en faisant la somme des dépenses totales estimées pour les appels de services, la main d'œuvre et le matériel et les pièces de remplacement pour la période ferme et les périodes optionnelles.

Pour calculer le prix des matériaux et des pièces de remplacement, la majoration proposée sera appliquée à l'utilisation estimative de 2 000,00 \$ afin d'obtenir le prix utilisé dans l'évaluation. Exemple : majoration de 10 % x 2 000,00 \$ = 200,00 \$. Le prix à utiliser pour l'évaluation sera 2 000,00 \$ + 200 \$ = 2 200,00 \$.

PÉRIODE FERME

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 25 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Appels de service durant la période ferme – dépenses totales estimatives : = (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)							\$

PÉRIODE DE PROLONGATION 1

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 25 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Appels de service durant la période de prolongation 1 – dépenses totales estimatives : = (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)							\$

2. Main-d'œuvre – main-d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h (est. : 700 heures)	\$	\$/h (est. : 150 heures)	\$	\$/h (est. : 150 heures)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h (est. : 3 heures)	\$	\$/h (est. : 2 heures)	\$	\$/h (est. : 2 heures)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h (est. : 10 heures)	\$	\$/h (est. : 20 heures)	\$	\$/h (est. : 20 heures)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Main-d'oeuvre durant la période ferme – dépenses totales estimatives : = (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)							\$

3. MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT

Le matériel et les pièces de remplacement fournis par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ % (utilisation estimative de 2 000,00 \$) **Dépenses totales estimatives :** _____ \$

PÉRIODE DE PROLONGATION 2

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 25 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Appels de service durant la période de prolongation 2 – dépenses totales estimatives : = (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)							\$

2. Main-d'œuvre – main-d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h (est. : 700 heures)	\$	\$/h (est. : 150 heures)	\$	\$/h (est. : 150 heures)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h (est. : 3 heures)	\$	\$/h (est. : 2 heures)	\$	\$/h (est. : 2 heures)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h (est. : 10 heures)	\$	\$/h (est. : 20 heures)	\$	\$/h (est. : 20 heures)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Main-d'oeuvre durant la période ferme – dépenses totales estimatives : = (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)							\$

3. MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT

Le matériel et les pièces de remplacement fournis par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ % (utilisation estimative de 2 000,00 \$) **Dépenses totales estimatives** : _____ \$

PÉRIODE DE PROLONGATION 3

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 25 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Appels de service durant la période de prolongation 3 – dépenses totales estimatives :							\$
							= (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)

2. Main-d'œuvre – main-d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h (est. : 700 heures)	\$	\$/h (est. : 150 heures)	\$	\$/h (est. : 150 heures)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h (est. : 3 heures)	\$	\$/h (est. : 2 heures)	\$	\$/h (est. : 2 heures)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h (est. : 10 heures)	\$	\$/h (est. : 20 heures)	\$	\$/h (est. : 20 heures)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Main-d'oeuvre durant la période ferme – dépenses totales estimatives : = (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)							\$

3. MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT

Le matériel et les pièces de remplacement fournis par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ % (utilisation estimative de 2 000,00 \$) **Dépenses totales estimatives** : _____ \$

PÉRIODE DE PROLONGATION 4

1. Appels de service (y compris les appels d'urgence)

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 25 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$	\$/appel (est. : 15 appels)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$	\$/appel (est. : 1 appel)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Appels de service durant la période de prolongation 4– dépenses totales estimatives : = (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)							\$

2. Main-d'œuvre – main-d'œuvre SEULEMENT en plus de l'article 1

ART.	DESCRIPTION	VIDANGE/ ASPIRATION	Prix calculé vidange/aspiration	ALÉSAGE	Prix calculé alésage	INSPECTION PAR CAMÉRA	Prix calculé inspection
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h (est. : 700 heures)	\$	\$/h (est. : 150 heures)	\$	\$/h (est. : 150 heures)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h (est. : 3 heures)	\$	\$/h (est. : 2 heures)	\$	\$/h (est. : 2 heures)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
		(i) Total estimatif Vidange/aspiration	\$	(ii) Total estimatif Alésage	\$	(iii) Total estimatif Inspection par caméra	\$
ART.	DESCRIPTION	Pelle motorisée pour 1 UGC	Prix calculé Pelle motorisée pour 1 UGC	Autres vidanges	Prix calculé Autres vidanges	Perforation à projection de brouillard	Prix calculé Perforation à projection de brouillard
A	Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	\$/h (est. : 10 heures)	\$	\$/h (est. : 20 heures)	\$	\$/h (est. : 20 heures)	\$
B	En dehors des heures normales de travail (du lundi au samedi)	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
C	Dimanche et jours fériés	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$	\$/h (est. : 1 heure)	\$
		(iv) Total estimatif Pelle motorisée	\$	(v) Total estimatif Autres vidanges	\$	(vi) Total estimatif Perforation à projection de brouillard	\$
Main-d'oeuvre durant la période prolongation 4– dépenses totales estimatives : = (i) + (ii) + (iii) + (iv) + (v) + (vi)							\$

3. MATÉRIEL ET PIÈCES DE REMPLACEMENT

Le matériel et les pièces de remplacement fournis par l'entrepreneur (sauf les matériaux gratuits) seront facturés au coût d'achat rendu de l'entrepreneur majoré de _____ % (utilisation estimative de 2 000,00 \$) **Dépenses totales estimatives** : _____ \$